



LE LOIRET INDUSTRIALISE LE CONTRÔLE QUALITÉ DE SES NUMÉRISATIONS

CONTEXTE



Numériser les archives du cadastre et de l'état civil en remontant jusqu'à 1833 afin de :

- Assurer une excellente qualité d'image respectant le document original
- Proposer plus de documents en ligne aux internautes
- Faciliter la communication et l'accès à ces documents en interno

La solution de contrôle qualité de Spigraph nous a permis de vérifier la totalité des lots numérisés par échantillonnage. Elle nous a fait gagner un temps considérable tout en simplifiant les relations avec notre prestataire de numérisation."

Bertrand Gautier.

Chef de projet informatique du Conseil général du Loiret

RÉALISATION



Externalisation de la dématérialisation avec mise en place en interne d'un poste de contrôle de la qualité des numérisations reposant sur Spi.Factory QA « Contrôle qualité ».

BÉNÉFICES



Grâce à l'atelier de dématérialisation opérationnel depuis juillet 2007, l'ONP réalise :

- Gains de temps sur le contrôle de la qualité des numérisations
- Contrôle plus poussé qu'en mode manuel
- Structuration du processus de contrôle qualité
- Simplification des échanges avec le prestataire de numérisation



Comme beaucoup d'administrations, le Conseil général du Loiret s'est lancé dans un vaste projet de numérisation de ses archives. Avec plus de deux millions d'images à vérifier, le Conseil a préféré s'équiper d'une solution de contrôle de la qualité pour industrialiser le processus.

En octobre 2008, dans le cadre de la loi LME (Loi de Modernisation de l'Économie), le gouvernement lançait le plan « France Numérique 2012 » dont l'ambition était de développer l'économie numérique. Le secteur des archives ne fait pas exception à cette évolution, notamment en ce qui concerne la conservation et la préservation des documents anciens. Dans ce contexte et afin de faire face à un nombre croissant de Français qui s'intéressent à leur passé, le Conseil général du Loiret a lancé en 2009 une démarche de dématérialisation de ses archives, états civils et cadastres. Le projet a été découpé en deux grands chantiers : numérisation des archives de l'état civil entre 1833 et 1902, période la plus consultée par les usagers, et dématérialisation des documents émis avant 1833 pour l'état civil et le cadastre. Face à l'importante volumétrie à traiter, le Conseil général a préféré déléguer la numérisation à un prestataire. Ces archives constituant un trésor national, il était important que chaque numérisation soit contrôlée en vue d'offrir une excellente qualité d'image qui respecte le document original. L'ampleur de la tâche était tout simplement colossale : 1 100 000 images pour le premier chantier à vérifier et autant pour le second auxquels viennent s'ajouter les quelque 4 500 numérisations du cadastre. Partagé entre l'obligation de vérifier chaque image et le temps nécessaire à cette tâche, le Conseil général a opté pour une industrialisation du contrôle qualité reposant sur la solution de Spigraph : Spi.Factory QA.

UN CONTRÔLE SUR ÉCHANTILLON-NAGE QUI OFFRE DE NOMBREUX AVANTAGES

Le processus mis en œuvre est relativement simple : le prestataire numérise les documents par lots de 400 000 fichiers, les transmets ensuite au Conseil général qui vérifie le lot à l'aide de Spi. Factory QA. Installée sur un poste de travail standard, cette solution logicielle est basée sur les principes et les règles de contrôle par échantillonnage de lots de production selon les méthodes statistiques issues de la norme NF ISO 2859. Concrètement, le responsable du contrôle paramètre l'application avec des critères de qualité (exposition, cadrage, etc.) pour un lot d'images. Spi. Factory QA lui propose de vérifier un échantillonnage et de noter chaque image en fonction de critères préétablis. Une fois cette opération effectuée, le logiciel est en mesure d'émettre un rapport sur la globalité du lot. « Sans Spi.Factory QA, nous aurions dû faire l'impasse sur un contrôle aussi généralisé, explique Bertrand Gautier, chef de projet informatique du Conseil général du Loiret. Faute de temps, nous n'aurions en effet pu contrôler qu'une partie des numérisations. Grâce à la méthode de Spigraph, basée sur le principe d'échantillonnage et des règles statistiques, tous les lots d'images sont traités. »

Débuté en février 2012, le premier chantier devrait se terminer en septembre de la même année. Pour cette première phase, le Conseil général n'a pas souhaité avoir de métadonnées associées aux images. « Mais nous prévoyons de le faire sur le second chantier et, là encore, Spi.Factory QA sera d'un grand secours car il permet aussi de contrôler la qualité des métadonnées* ».

DES RAPPORTS FACTUELS SUR LA BASE D'UN PROCESSUS RIGOUREUX

Le second chantier devrait débuter en septembre avec la même solution de contrôle qualité, le Conseil général en étant très satisfait.

« Les gains en temps réalisés grâce à Spi.Factory QA sont bien entendu très significatifs mais ce n'est qu'un des nombreux avantages de cette solution. En effet, à la différence d'un contrôle manuel, Spi.Factory QA permet de structurer le processus de vérification des images. Plus rigoureuse, l'analyse est cadrée. Dès lors, les rapports émis automatiquement sont factuels et non plus basés sur des impressions, ce qui facilite énormément les relations avec le prestataire : les faits ne se discutent pas ! C'est un véritable outil d'aide à la décision qui, en plus, est très simple à déployer et à utiliser. »

A PROPOS DU CONSEIL GÉNÉRAL DU LOIRET

Organe délibérant du département, le Conseil général du Loiret compte 41 conseillers généraux (un par canton), élus pour six ans au suffrage universel avec un renouvellement triannuel et par moitié. Ses missions et actions couvrent les domaines de l'économie, l'éducation, la recherche ou encore la solidarité, l'aménagement et la mobilité, l'environnement sans oublier la

culture, la jeunesse et le sport. Il emploie actuellement environ 2 700 agents et dispose d'un budget en 2012 de 644 529 110 €.

www.loiret.com

^{*} information texte extrait des documents